

Moyens de subsistance et économie

Des entreprises florissantes, des vies meilleures

Le soutien que le CRDI a consenti à la recherche économique a aidé des gouvernements à mettre l'économie de leur pays sur la voie de la croissance, à créer des conditions de concurrence égales pour les entreprises et à lutter contre la pauvreté. Des travaux de recherche portant sur l'agriculture, la foresterie, l'aquaculture, le secteur de la fabrication et les nouvelles technologies ont permis à de nombreuses personnes de bien gagner leur vie.

Ouvrir la voie à la croissance des petites entreprises

Les réductions d'impôts et la mise en oeuvre d'un processus d'enregistrement simplifié ne sont que quelques-unes des mesures reflétant la nouvelle attitude adoptée à l'égard des petites et moyennes entreprises (PME) égyptiennes. Le soutien accordé, de 2000 à 2008, par le CRDI et l'ACDI a aidé le ministère des Finances de l'Égypte à ouvrir la voie qui a conduit à ces améliorations.

La section du développement des PME de ce ministère peut citer de nombreux cas de réussite. Prenons celui de la femme d'affaires Yomna El Sheridy. Il y a dix ans, cette dernière ne savait pas grand-chose sur les olives. Aujourd'hui, elle exploite Special Foods Industry International, une entreprise qui figure parmi les plus importants producteurs et exportateurs d'olives de différentes variétés, d'huiles d'olive et de légumes marinés. Ses débuts ont été modestes, mais dès 2008, l'entreprise comptait 80 employés, et ses ventes annuelles atteignaient 4 millions de dollars canadiens.

Le démarrage d'une entreprise nécessite beaucoup moins de temps et d'argent qu'auparavant, selon Mohamed Youssef, qui a dirigé la section du développement des PME de 2006 à 2008. Les impôts des entreprises ont été réduits de moitié, et des normes comptables et un traitement particuliers ont été intégrés



BILL LYONS / BANQUE MONDIALE

dans une nouvelle loi fiscale visant les petites entreprises.

Fait tout aussi important : les règles régissant les marchés publics ont été modifiées de manière à ce qu'au moins 10 % des achats gouvernementaux soient effectués auprès des PME. Au dire de M. Youssef, aujourd'hui sous-ministre adjoint au ministère des Finances, le climat des affaires est actuellement très différent de ce qu'il était il y a dix ans.

L'objectif visé : créer des emplois

Les chercheurs se sont attachés à encourager les milliers de PME égyptiennes à prendre de l'expansion, à créer de nouveaux emplois pour les jeunes chômeurs et à stimuler l'économie stagnante. Il y avait fort à faire. Les aspirants entrepreneurs se heurtaient à une panoplie de règles et de règlements. En 2006, l'Égypte s'est classée 141^e sur les 155 pays évalués en fonction de l'indice Doing Business de la Banque mondiale.

L'appui des responsables de l'élaboration des politiques a facilité les choses. Le ministre des Finances, Youssef Boutros-Ghali, a résumé la position de son gouvernement à l'égard des PME en 2008, quand il a déclaré que l'essor des PME était considéré comme l'un des éléments les plus importants du

programme de développement social et économique de l'Égypte.

Bon nombre des recommandations des chercheurs ont été intégrées dans des lois et des règlements. Des ateliers ont permis de faire en sorte que les entrepreneurs, les investisseurs et les ONG soient conscients de la nouvelle attitude du gouvernement à l'égard de l'entrepreneuriat.

Une attitude favorable à l'entreprise

Un changement de mentalité s'est produit. Un groupe d'Égyptiens a créé le Middle East Council for Small Business and Entrepreneurship, afin de stimuler la recherche sur les petites entreprises et de promouvoir leur expansion; ce conseil est rattaché au Conseil international pour la petite entreprise.

En 2010, l'Égypte avait grimpé dans le classement de l'indice Doing Business, se classant au 106^e rang sur 183.

Yomna El Sheridy pense qu'il y a encore matière à amélioration. Elle y contribue en sa qualité de fondatrice et présidente de Business Women of Egypt 21, de fondatrice du conseil des femmes d'affaires arabes de la Ligue des États arabes et de membre du conseil d'administration du Olive Products Council.

La pisciculture en cage est prisée au Népal

Plus de vingt ans après qu'on a commencé à y pratiquer la pisciculture, tout va pour le mieux pour les pisciculteurs de Kulekhani, au Népal. Les travaux de chercheurs soutenus par le CRDI ont permis de guider les premières familles à se lancer dans cette aventure une fois la région inondée en raison de la construction d'un barrage hydroélectrique en 1982.

Quelque 2 000 personnes ont été forcées d'abandonner leur maison. Pour elles, la pisciculture a fait en sorte que ce revers soit aussi une source de débouchés. Des chercheurs du Nepal Agricultural Research Council ont constaté que l'eau du réservoir créé par le

barrage se prêtait exceptionnellement bien à l'élevage des poissons, en particulier des carpes, dans de grandes cages flottantes.

La plupart des familles expropriées et réinstallées aux abords du réservoir ont adopté la pisciculture, et elles ont prospéré. On y pratique aussi la pêche classique, à moindre échelle, mais avec autant de succès; cette pêche est en partie alimentée par les poissons qui s'échappent des cages.

Désormais, un plus grand nombre de familles ont les moyens de faire instruire leurs enfants. En outre, les femmes sont davantage présentes. Au même titre que les hommes, elles sont de toutes les activités, qu'il s'agisse



TEK GURJUNG

de réparer les cages, de mettre en marché le poisson ou d'assister aux réunions des regroupements de pisciculteurs.

Le Pérou se remet sur pied grâce à un brain-trust

Au Pérou, lorsque les hauts fonctionnaires ont besoin de conseils spécialisés, ils savent à qui s'adresser. Les recommandations formulées par le Consortium de recherche économique et sociale (Consortio de Investigación Económica y Social, CIES) ont des incidences appréciables : la vigueur du secteur de l'énergie, la modernisation du droit douanier, du droit du travail et des lois régissant les exportations, l'amélioration de la protection du consommateur dans le secteur bancaire et l'augmentation des prestations d'assurance-emploi. Le CIES a financé des travaux de recherche pertinents sur le plan des politiques avec l'aide du mentorat et du soutien financier qu'il reçoit du CRDI depuis des années. Le consortium forme des équipes de recherche pluridis-

ciplinaires qui formulent des conseils fondés sur des données probantes, lesquels sont transmis à l'occasion des rencontres périodiques qui réunissent des représentants du consortium, le président du Pérou et de hauts fonctionnaires.

Lorsque le CIES a été créé, en 1989, le Pérou était aux prises avec une instabilité économique et politique. Aujourd'hui, le CIES est un imposant brain-trust qui jouit d'une réputation d'impartialité. Parmi ses 45 membres, on retrouve des think tanks, des organisations non gouvernementales et 25 universités.

Autre initiative du CIES : le conseil consultatif du secteur public (Consejo Consultivo del Sector Público). Formé de



ANDINA NEWS AGENCY

16 représentants d'organes gouvernementaux clés, il rencontre le consortium deux fois par année afin de cerner les lacunes à combler au chapitre des connaissances et d'établir les priorités en matière de recherche.

Des économistes africains favorisent la croissance et la réduction de la pauvreté

Adressez-vous à un économiste en Afrique, et il est fort probable qu'il ait profité du programme de formation du Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC). Créé en 1988 grâce au soutien du CRDI et d'autres bailleurs de fonds internationaux, l'AERC a aidé plus de 1 800 étudiants à obtenir une maîtrise et plus de 300, un doctorat. Cette masse critique de spécialistes contribue à mettre les économies de l'Afrique subsaharienne sur la voie d'une croissance durable.

L'AERC octroie des subventions de recherche qui permettent d'exécuter des travaux sur des questions allant de la pauvreté

aux échanges commerciaux en passant par les finances. En outre, il administre des programmes de maîtrise et de doctorat en économie en collaboration avec des dizaines d'universités africaines. En soutenant les départements d'économie des universités, le consortium contribue à renforcer les capacités de recherche dans toute l'Afrique et à freiner l'exode des cerveaux.

Son directeur général, William Lyakurwa, signale qu'à peine dix ans après que le consortium se soit mis à appuyer la recherche sur les politiques économiques, de nombreux pays africains ont commencé à connaître une croissance positive. Les personnes qui ont



FUCKER.COM/STEPHANIE SALAZAR

bénéficié du soutien de l'AERC occupent aujourd'hui des postes de décision clés un peu partout en Afrique; il y a parmi elles des gouverneurs de banques centrales et des ministres des Finances.

À propos du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien

Le CRDI appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, qui offrent des choix aux personnes qui en ont le plus besoin et font changer les choses.

Pour en savoir plus sur les effets durables de l'action du CRDI : www.crdi.ca/deseffetsdurables

crdi.ca

From front cover: